

PRM CONSEIL

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros

Siège social : 34 rue Yves Kermen

92100 BOULOGNE BILLANCOURT RCS 452 868 318

Greffe du Tribunal de
Commerce de Paris
I M R
17 Mars 2005

N° DE DÉPOT 6128

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 1^{er} octobre 2004

05 B 5169

L'an deux mille quatre, et le 1^{er} octobre, à 10 heures,

Les associés de la société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par le gérant.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

Monsieur Philippe de Reviers de Mauny, préside la séance en sa qualité de gérant.

Le président constate que sont présents ou représentés :

M. Goichon Antony, disposant de 500 parts

M. de Reviers de Mauny Philippe, disposant de 500 parts

Soit au total deux associés présents ou représentés, totalisant 1000 parts.

Le président constate que l'assemblée est valablement constituée et qu'elle peut donc valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Le président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- les copies des lettres de convocation,
- le texte des résolutions proposées à l'assemblée,
- les statuts de la société.

Le président déclare que tous les documents qui, en application de la loi ou des règlements, doivent être mis à la disposition des associés, l'ont été dans les délais légaux et qu'il a été fait droit aux demandes reçues concernant lesdits documents.

M AC

L'assemblée lui donne acte de ses réclamations.

Puis le président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- modification de la dénomination sociale,
- augmentation de capital par incorporation de réserve,
- nomination d'un co-gérant,
- information sur la cession de 499 parts,
- modification corrélative des statuts,
- pouvoirs à donner.

Personne ne demandant la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale décide de modifier sa dénomination sociale et de retenir : « Audit Corporate Professional Assistance », sigle « AUDIT - CPA », en remplacement de « PRM CONSEIL », et ce à compter de ce jour.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de procéder à une augmentation de capital par incorporation de réserves, d'une somme de 13 000 euros pour le passer de 1 000 euros à 14 000 euros.
Cette opération est réalisée par l'augmentation de la valeur nominale des parts sociales, qui passe de 1 euro à 14 euros, chacune.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de nommer Antony GOICHON, demeurant 20 rue des Menus 92100 Boulogne Billancourt en qualité de co-gérant à compter de ce jour.
La gérance est donc assurée conjointement par M. Philippe de Reviers de Mauny et M. Antony Goichon

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

M NZ

QUATRIEME RESOLUTION

Après avoir pris connaissance d'un acte de cession de parts intervenu ce jour à 9 heures, entre Antony Goichon et Philippe de Reviers de Mauny, tous deux associés, portant sur 499 parts, l'assemblée générale décide de mettre à jour les statuts.

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier comme suit les articles 2, 6 et 8 des statuts :

« Article 2 – Dénomination »

La dénomination est : AUDIT CORPORATE PROFESSIONAL ASSISTANCE

Le sigle est : AUDIT CPA

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société à responsabilité limitée » ou des lettres SARL et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'ordre où la société est inscrite.

Article 6 - Apports - Formation du capital

Il a été apporté :

- Lors de la constitution en date de 24 février 2004 la somme de (mille euros) en numéraire et en emploi de bien propre	1 000
- Lors de l'augmentation de capital social décidée par l'AGE du 1 ^{er} octobre 2004, la somme de treize mille euros, par incorporation de réserves	13 000
	<hr/>
Total égal à la somme des apports	14 000

Soit ensemble, la somme totale de quatorze mille euros correspondant à 1000 parts (d'un montant de 14 euros chacune), souscrites et libérées en totalité.

La somme de 1 000 euros, apportée lors de la constitution, a été déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque BRED, 3 bis Place Jules GUESDE ; 92100 BOULOGNE BILLANCOURT. Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Article 8 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés

Le capital social est fixé à la somme de 14 000 euros.

Il est divisé en 1000 parts (de quatorze euros chacune), intégralement libérées souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante :

à M. Philippe de REVIERS de MAUNY : 500 parts sociales, numérotées 1 à 500 inclus,	soit 500 parts
à M. Antony GOICHON : 500 parts sociales, numérotée 501 à 1000	soit 500 parts
Total du nombre de parts sociales composant le capital social	<u>1 000 parts</u>

soit mille parts

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondant à leurs apports respectifs, et sont libérées selon les modalités ci-dessus.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

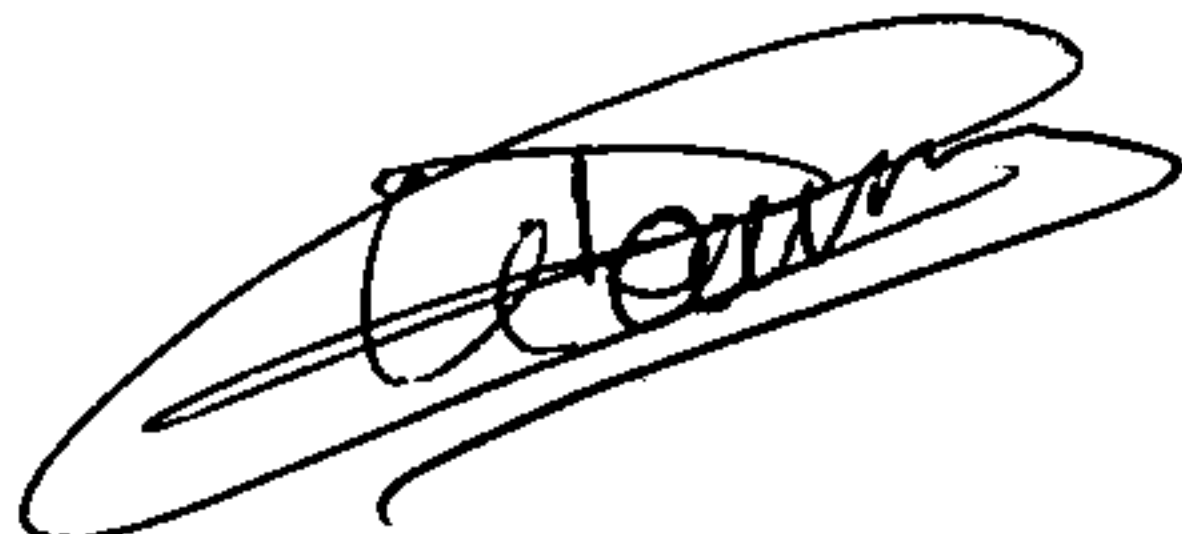
L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait, du présent procès verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

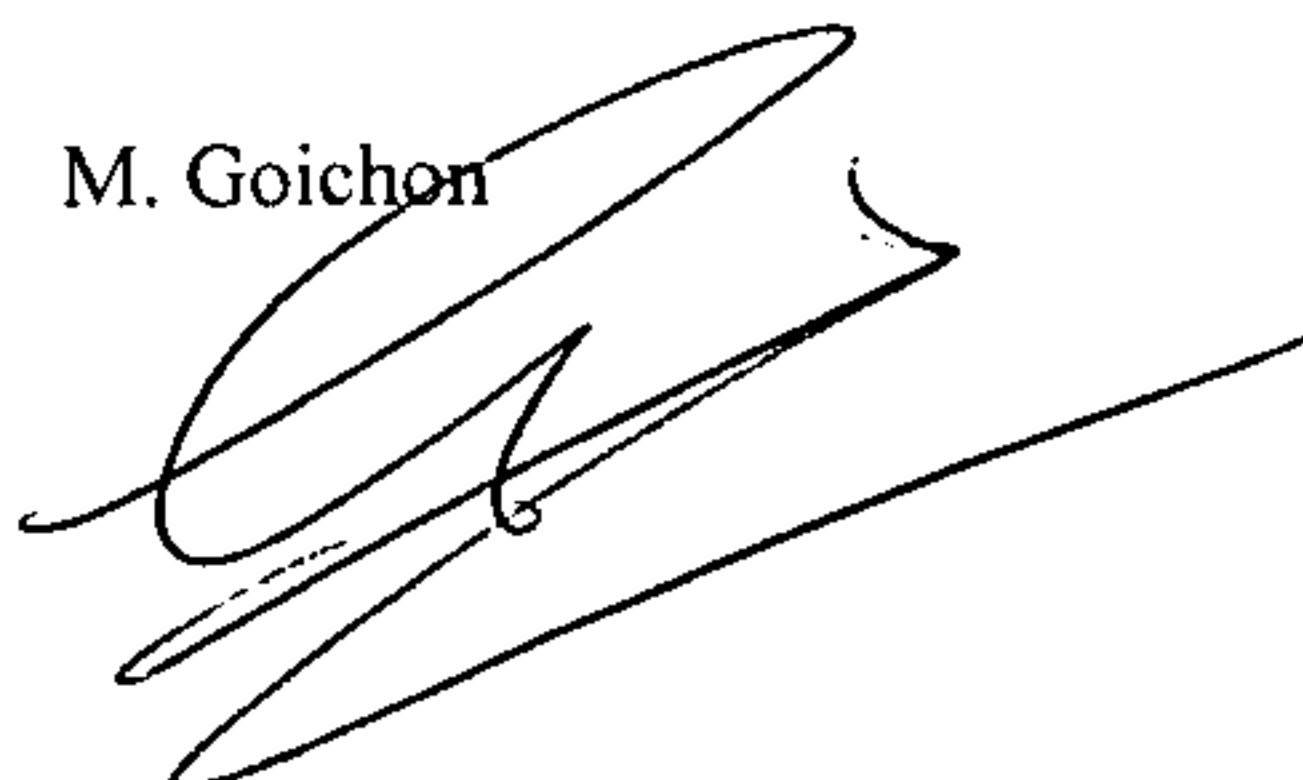
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés.

M. de Reviere de Mauny



M. Goichon



Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DE BOULOGNE SUD

Le 28/02/2005 Bordereau n°2005/70 Case n°2

Ext 357

Enregistrement : 230 € Pénalités : 28 €

Timbre : 72 € Pénalités : 6 €

Total liquidé : trois cent trente-six euros

Montant reçu : trois cent trente-six euros

L'Agent



AUDIT CORPORATE PROFESSIONAL ASSISTANCE

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros

Siège social : 34 rue Yves Kermen

92100 BOULOGNE BILLANCOURT RCS 452 868 318

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 1^{er} octobre 2004

L'an deux mille quatre, et le 1^{er} octobre, à 14 heures,

Les associés de la société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par le gérant.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

Monsieur Philippe de Reviers de Mauny, préside la séance en sa qualité de gérant.

Le président constate que sont présents ou représentés :

M. Goichon Antony, disposant de 500 parts

M. de Reviers de Mauny Philippe, disposant de 500 parts

Soit au total deux associés présents ou représentés, totalisant 1000 parts.

Le président constate que l'assemblée est valablement constituée et qu'elle peut donc valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Le président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- les copies des lettres de convocation,
- le texte des résolutions proposées à l'assemblée,
- les statuts de la société.

Le président déclare que tous les documents qui, en application de la loi ou des règlements, doivent être mis à la disposition des associés, l'ont été dans les délais légaux et qu'il a été fait droit aux demandes reçues concernant lesdits documents.



L'assemblée lui donne acte de ses réclamations.

Puis le président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Transfert du siège social
- Autorisation de cession de parts ; agrément de deux nouveaux associés,
- modification corrélative des statuts,
- pouvoirs à donner.

Personne ne demandant la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale décide de transférer son siège social au :
26 avenue Kléber
75116 PARIS

ce à compter du 18 octobre 2004.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article 4 des statuts :

« Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à 26 avenue Kléber – 75116 PARIS

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des désirs de :

- Monsieur Philippe de Reviere de céder à Madame Martine Hartel demeurant 3 rue Réunion 94120 Fontenay sous Bois, 18 parts sociales lui appartenant dans la Société,
- Monsieur Antony Goichon de céder à Madame Martine Hartel demeurant 3 rue Réunion 94120 Fontenay sous Bois, 17 parts sociales lui appartenant dans la Société, et de céder à Monsieur Jérôme Dorfner demeurant 11 rue Henri Martin 92100 Boulogne, une part lui appartenant dans la Société,



déclare autoriser cette cession et agréer expressément Madame Martine Hartel et Monsieur Jérôme Dorfner en qualité de nouveaux associés à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption de la résolution précédente, décide, sous réserve de la réalisation de la cession autorisée, que l'article 8 des statuts sera, de plein droit, remplacé par les dispositions ci-après à compter du jour où cette cession sera rendue opposable à la Société.

« Article 8 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés

Le capital social est fixé à la somme de 14000 euros.

Il est divisé en 1000 parts (de quatorze euros chacune), intégralement libérées souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux de la manière suivante :

à M. Philippe de REVIERS de MAUNY : 482 parts sociales, numérotées 1 à 482 inclus,	soit	482 parts
à M. Antony GOICHON : 500 parts sociales, numérotée 501 à 982	soit	482 parts
à Mme Hartel Martine : 35 parts sociales, numérotées 483 à 500, et 983 à 999 inclus,	soit	35 parts
à M. Jérôme Dorfner : une part numérotée 1000	soit	1 part
Total du nombre de parts sociales composant le capital social		1 000 parts

soit mille parts

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondant à leurs apports respectifs, et sont libérées selon les modalités ci-dessus.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

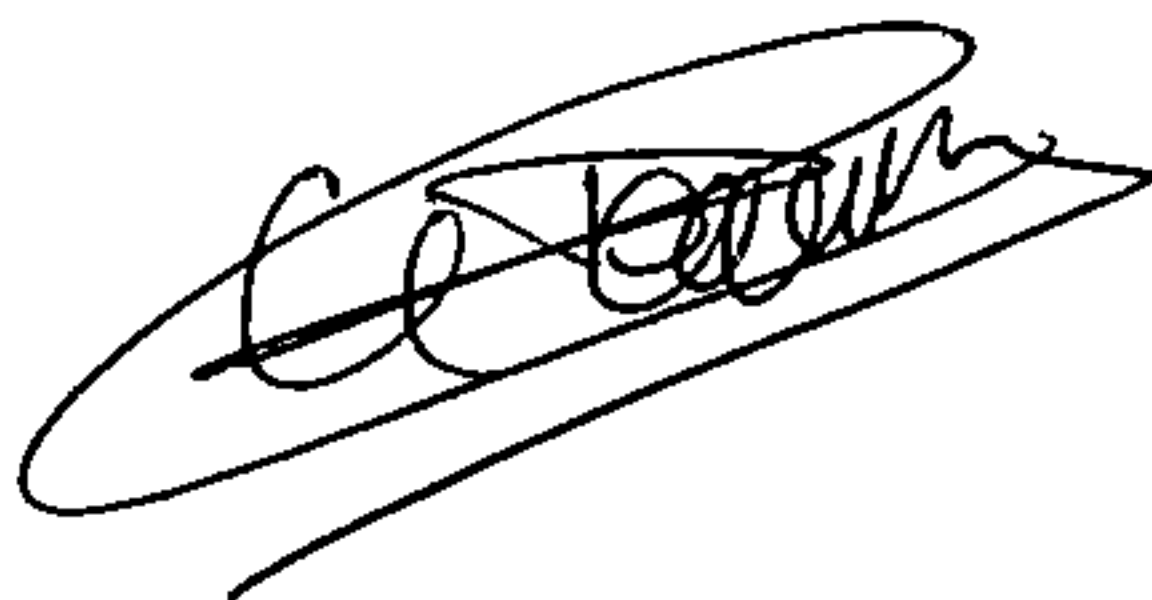
L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait, du présent procès verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

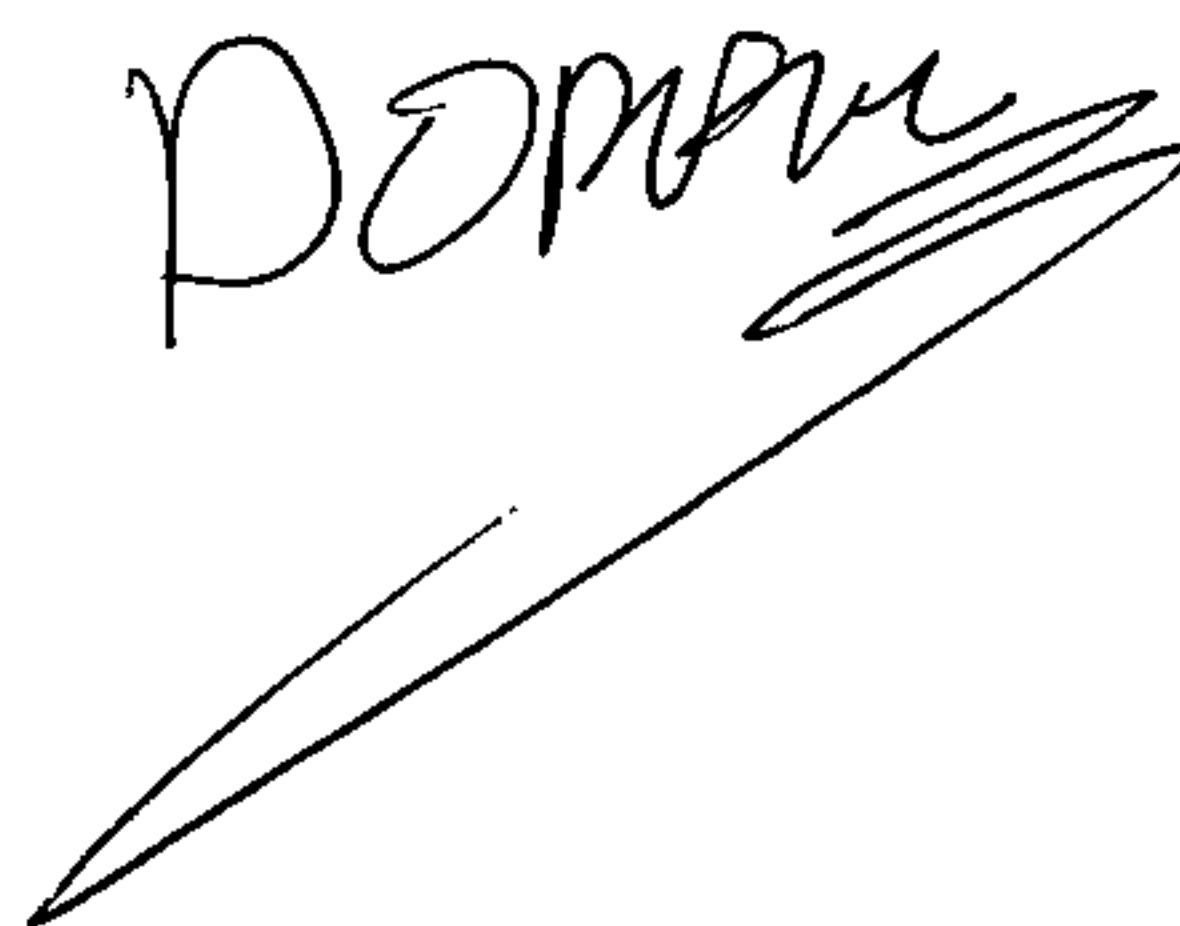
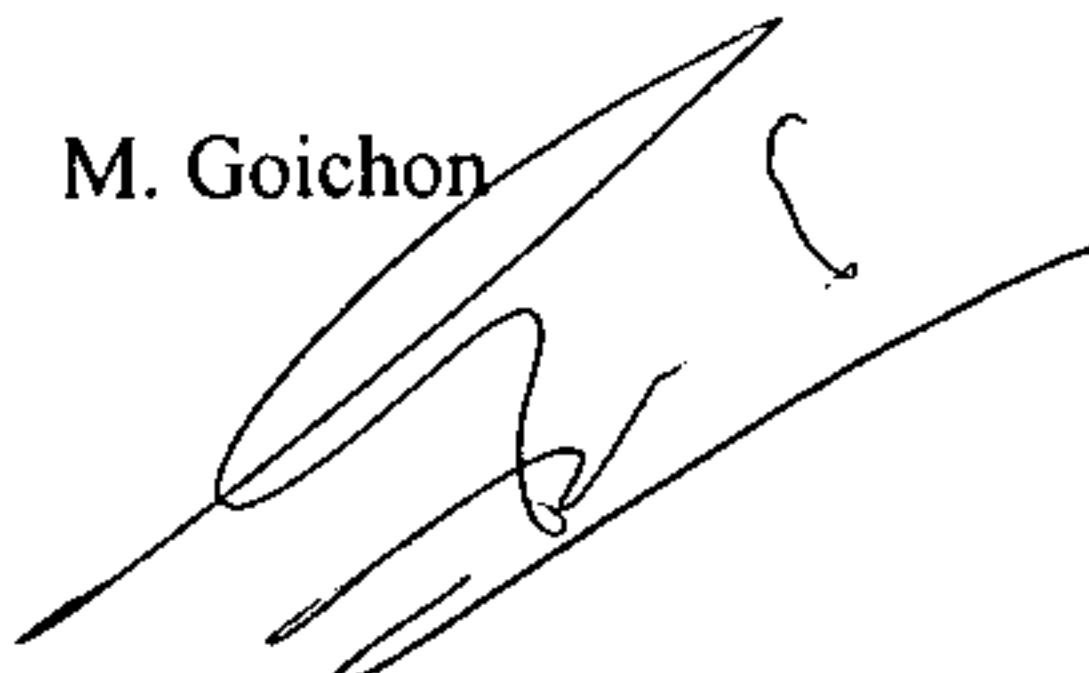
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés.

M. de Reviere de Mauny



M. Goichon



Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DE BOULOGNE SUD

Le 28/02/2005 Bordereau n°2005/70 Case n°3

Ext 358

Enregistrement : 75 €

Timbre : 96 €

Total liquidé : cent soixante et onze euros

Montant reçu : cent soixante et onze euros

L'Agent

~~Xavier TISSANDIER~~
Agent des impôts

STATUTS

Sarl AUDIT CORPORATE PROFESSIONAL ASSISTANCE
Sarl d'expertise comptable

RCS PARIS 452 868 318
26 avenue KLEBER
75116 PARIS

*Statuts à jour le
1^{er} Octobre 2004*



A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

STATUTS

Les soussignés

- Philippe de REVIERS de MAUNY né le 6 juin 1968 à POITIERS et demeurant 34 rue Yves KERMEN, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT)

- Antony GOICHON né le 20 Août 1970 aux sables d'Olonne et demeurant 20 rue des menus, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

Article 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les articles L223-1 et suivants du code de commerce et l'ordonnance du 19 septembre 1945 et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination est : AUDIT CORPORATE PROFESSIONAL ASSISTANCE

Le sigle est : AUDIT CPA

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre où la société est inscrite.

Article 3 - Objet

La société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à PARIS 75116; au 26 avenue KLEBER.

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

Il a été apporté :

- Lors de la constitution en date de 24 février 2004 la somme de (mille euros) en numéraire et en remploi de bien propre	1 000
- Lors de l'augmentation de capital social décidée par l'AGE du 1 ^{er} octobre 2004, la somme de treize mille euros, par incorporation de réserves	13 000
	<hr/>
Total égal à la somme des apports	14 000

Soit ensemble, la somme totale de quatorze mille euros correspondant à 1000 parts (d'un montant de 14 euros chacune), souscrites et libérées en totalité.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

Article 8 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés

Le capital social est fixé à la somme de 14000 euros.

Il est divisé en 1000 parts (de quatorze euros chacune), intégralement libérées souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux de la manière suivante :

à M. Philippe de REVIERS de MAUNY : 482 parts sociales, numérotées 1 à 482 inclus,	soit	482 parts
à M. Antony GOICHON : 500 parts sociales, numérotée 501 à 982	soit	482 parts
à Mme Hartel Martine : 35 parts sociales, numérotées 483 à 500, et 983 à 999 inclus,	soit	35 parts
à M. Jérôme Dorfner : une part numérotée 1000	soit	1 part
Total du nombre de parts sociales composant le capital social		1 000 parts

soit mille parts

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondant à leurs apports respectifs, et sont libérées selon les modalités ci-dessus.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Article 9 - Augmentation ou réduction du capital

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables.

Article 10 - Transmission des parts

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit

- d'un tiers
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

Article 11 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 12 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux et activités doivent être assortis de la signature personnelle de l'expert comptable ainsi que du visa ou de la signature sociale.

Article 14 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts-comptables et nommés, pour une durée illimitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 15 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant, il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 16 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 223-28 du code de commerce.

Article 17 - Année sociale

L'année sociale commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 juin 2004.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 18 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 19 - Nomination du (ou des) premiers(s) gérants(s) et (éventuellement) des premiers commissaires aux comptes

Le premier gérant de la société, nommé sans limitation de durée est :

Monsieur Philippe de REVIERS de MAUNY

Le gérant ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Article 20 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'Ordre. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs

statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 21 - Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Boulogne Billancourt

Le 1^{er} octobre 2004

En 6 exemplaires originaux

AUDIT CORPORATE PROFESSIONAL ASSISTANCE

Société à responsabilité limitée au capital de 14 000 euros
Siège social : 26 avenue Kleber 75116 PARIS
RCS PARIS 452 868 318

FORMULE ETABLIE CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 53 DU DECRET N° 84-406 DU 30 MAI 1984

DATE D'ETABLISSEMENT	SIEGE SOCIAL	IMMATRICULATION AU GREFFE DE
2 avril 2004	34 rue Yves Kermen 92100 Boulogne Billancourt	NANTERRE
18 Octobre 2004	26 avenue Kleber 75116 PARIS	PARIS

Fait le 26 octobre 2004

Le gérant
M. Antony goichon

